

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE CASABLANCA

S.A., 1913.

Charles Henry Marie *Marcel* CALARY de LAMAZIÈRE, fondateur

Né à Neuvic (Corrèze), le 9 juillet 1877.

Fils de Marc Antoine Henry Alfred Calary de Lamazière (1843-1882) et de Jeanne Julie Claire Lambert, belle-sœur de Léon Piot (1845-1922), maire de Lignol-le-Château (1870-1919), député de l'Aude (1876-1877), administrateur de la Compagnie générale transatlantique, des Chantiers et Ateliers de Saint-Nazaire (Penhoët), de l'Appontement Pauillac.

Frère de Raoul Calary de Lamazière (1879-1932), [administrateur de la Banque industrielle de Chine](#) (1913-1921), député de la Seine (1919-1924).

Cousin de Maurice Piot : ci-dessous.

Marié à Paris VII^e, le 22 novembre 1901, avec Clotilde Frossard, dont 4 filles.

Administrateur, le plus souvent avec Maurice Piot, de la Société pour le Développement des Mines (1910-1913), de [Bordeaux-Maroc](#) (1921), de la [Société chérifienne de colonisation](#) (ca 1922), de la [Société agricole du Tadla](#) (sept. 1926), et de la [Compagnie agricole d'Ouezzan](#) (mars 1927).

Ancien maire de Lamazière-Basse destitué en 1903.

D'après le *Bottin mondain* 1955 :

Légion d'honneur, croix de guerre,
château de Roussille, Lamazière-Basse (Corrèze)
et domaine de Lhâitem, Mechra Bel Ksir (Maroc).

APPELS DE FONDS

(*Cote de la Bourse et de la banque*, 2 août 1913)

Société Générale pour le développement Casablanca. — Versement du 2^e quart, soit 125 fr. par action, avant le 18 août, chez MM. Lazard frères et C^{ie}, 5, rue Pillet-Will, ou à la Banque transatlantique, 10, rue Mogador, à Paris. — *Petites Affiches*, 2 août 1913.

CONSTITUTION

(*Cote de la Bourse et de la banque*, 25 août 1913)

Société générale pour le développement de Casablanca, au capital de 5 millions de francs, divisé en 10.000 actions de 300 fr. — Siège social à Paris, 53, rue de Châteaudun. — Conseil d'administration : MM. A. Bandelac de Bariente, L. Blocq ¹, P. Bompard, J. Delpech ², M. R. Gaston-Dreyfus ³, A. Espivent de la Villesboisnet ⁴, R. Fould ⁵, H. Guérard [Banque comm. Maroc], E. Guillet de la Brosse ⁶, W. Llevellyn, A. Massenet ⁷ et R. Sautter ⁸. — Statuts déposés chez M^e Moyne, notaire à Paris, et extrait publié dans les *Petites Affiches* du 25 août 1913.

Formation de société
Société générale pour le développement de Casablanca
(*L'Information financière, économique et politique*, 26 août 1913)

Société anonyme : Objet : Toutes opérations mobilières et immobilières au Maroc, achats de terrains, exploitations d'immeubles. — Durée : 99 ans. Capital : 5 millions de francs, divisé en 10.000 actions de 500 fr. Il est créé 3.000 parts bénéficiaires attribuées à MM. Piot ⁹, fondateur, et de Lamazière, en rémunération de leurs apports. Siège social : 53, rue de Châteaudun, Paris.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE CASABLANCA
Siège social : 18, rue de la Pépinière, Paris.
(*France-Maroc*, avril 1920)

L'assemblée générale ordinaire est convoquée pour le 7 mai 1920 afin d'approuver les comptes de l'exercice 1919. Nous publierons en temps voulu le bilan, mais dès maintenant il convient de signaler les résultats des plus intéressants et les grandes perspectives d'avenir de cette Société.

Fondée en 1913, au capital de 5.000.000 de francs divisé en 10.000 actions de 500 francs chacune, la Société générale pour le développement de Casablanca, avait pour objet :

Toutes opérations mobilières et immobilières, financières, industrielles et commerciales, de travaux publics ou particuliers, au Maroc, et spécialement :

¹ Louis Blocq : d'une dynastie de banquiers de Toul. Lui-même banquier à Toul, puis à Paris. Président de la Banque automobile. Administrateur de la Société d'études de navigation (1910), ancêtre de la Compagnie de navigation Sud-Atlantique. Président du Foyer du soldat, animateur de la Ligue de l'enseignement. Chevalier de la Légion d'honneur (1909).

² Jean Delpech : administrateur délégué de la Société foncière marocaine, etc., etc. Voir [Qui êtes-vous ?](#)

³ René Gaston-Dreyfus (1886-1969) : ingénieur ECP, banquier, administrateur de sociétés.

⁴ Arthur Espivent de la Villesboisnet (1872-1939) : député du Morbihan (1914-1919). Président des Docks de Villeneuve-Triage, administrateur du Crédit nantais, de la Société nouvelle des pêcheries à vapeur, de la Société des tramways et de l'électricité de Nantes et de la [Banque industrielle de Chine](#) (1913). Poursuivi après la [faillite d'icelle](#).

⁵ René Fould : marié à Esther Lazard. Administrateur délégué, puis pdg des Hauts fourneaux, forges et aciéries de Pompey, président des Chantiers de Penhoët, administrateur des Ateliers et chantiers de la Loire, de Bréguet aviation...

⁶ Eugène Guillet de la Brosse (1857-1939) : président des Ateliers et chantiers de Bretagne, etc. Voir [Qui êtes-vous ?](#)

⁷ Voir le portrait d'Alfred Massenet en exergue de la page [Compañía del Norte Africano](#).

⁸ Raoul Sautter (1871-1932) : fils d'un directeur de la Banque de Paris et des Pays-Bas. Associé de la Banque Odier, Sautter & C^{ie}. Administrateur de la Banque commerciale du Maroc, président des Brasseries du Maroc. Dirigeant d'une vingtaine de sociétés Voir

⁹ Maurice Piot (1875-1946) : saint-cyrien, administrateur de sociétés, président de la Compagnie chérifienne de colonisation. Voir [encadré](#).

L'acquisition de terrains situés à Casablanca, connus sous les noms d'Aïn-Mazi et d'Aïn-Borja, etc., d'une contenance totale d'environ 1.200.000 mètres, ou leur prise en location avec ou sans promesse de vente ;

Leur mise en valeur, soit pour le compte de la société, soit pour le compte de tiers, par l'édification de toutes constructions, par l'exécution directe ou indirecte de tous travaux de viabilité et d'assainissement ;

L'administration et la gestion tant des immeubles sociaux» que de tous autres immeubles, ainsi que leur exploitation par bail, avec ou sans promesse de vente, par location verbale ou autrement ;

La réalisation de tous immeubles, en totalité ou par lots, par voie de vente, échange, apport en société ou autrement ;

La participation, soit par voie d'apport en société, soit par voie de prêt, ouverture de crédit, souscription ou achat d'actions ou d'obligations, soit de toute autre manière dans toutes Sociétés poursuivant l'organisation et l'exploitation de tous services publics de transports ou de distributions d'eau, de gaz, de lumière ou de force électrique, ou dans toutes entreprises pouvant contribuer à la mise en valeur des terrains de la Société ;

Et généralement, toutes opérations financières, commerciales, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'un des objets ci-dessus, ou de nature à favoriser ou développer les opérations de la Société.

Les membres de son conseil d'administration dont les noms suivent, qui avaient dès le début été choisis parmi les personnalités les plus qualifiées, sont :

MM. Raoul Sautter, Président, 66, chaussée-d'Antin, Paris ; René Fould, vice-président, 62, avenue Malakoff, Paris ; Maurice Piot, administrateur-délégué, 24, boulevard La Tour-Maubourg, Paris ; Docteur Bandelac de Pariente, 10, Square Moncey, Paris ; Victor Berti ¹⁰, à Rabat (Maroc)[et bientôt à Paris] ; Xavier de Boysson, 7, avenue de la Maye, Versailles ; Louis Blocq, 55, rue de Lille, Paris ; Eugène de la Brosse, Château des Dervallières, Nantes ; Raoul de Charbonnière, 7, rue des Italiens, Paris ; Jean Delpech, 5, rue Boudreau, Paris ; René Gaston-Dreyfus, 13, rue Lafayette, Paris ; Horace Guérard, 10, rue de Mogador, Paris ; Guy Lepel-Cointet, 21, rue de Choiseul, Paris.

Secrétaire du conseil : M. J. C. Hornung ¹¹, 18, rue de la Pépinière, Paris.

Il est évident que les terrains de la Société générale pour le développement de Casablanca, situés entre la future gare, dont la construction doit commencer incessamment, et le port de Casablanca sont appelés au plus grand avenir, surtout au point de vue industriel par la facilité de leurs voies d'accès.

La société s'est efforcée de créer dans son lotissement une voirie des plus modernes, comprenant des avenues, des boulevards et des rues les plus larges possible. Par cela, elle a poursuivi son but initial qui est de valoriser son lotissement.

Actuellement déjà, les terrains de cette partie de Casablanca ont atteint une valeur très intéressante. Elle s'efforce d'autre part, par tous les moyens, de contribuer au développement de la ville de Casablanca et étend également son activité en dehors du domaine immobilier et dans d'autres parties du Maroc.

¹⁰ Victor Berti (1874-1959) : collaborateur de Regnault à la Dette marocaine (1904), commissaire général de l'exposition franco-marocaine de 1915, il entre vers 1920 à la Banque commerciale du Maroc qu'il représenta dans diverses affaires. Voir [Qui êtes-vous ?](#)

¹¹ Jean-Charles Hornung : né en 1890, d'origine suisse. Marié le 7 juin 1921 avec Yvonne Le Clerc (Le Havre, 8 août 1896-Courbevoie, 23 février 1977). Dont Micheline (1922-2014)(M^{me} Étienne Edou). Secrétaire du conseil, puis administrateur délégué et PDG de la Société générale pour le développement de Casablanca : administrateur de la Société immobilière de Casablanca, de la Société foncière de Casablanca, de l'Agriculture et l'Industrie marocaines, de la Compagnie générale foncière du Maroc, des Société d'électricité de Marrakech, Mazagan, Safi, administrateur délégué de la Compagnie chérifienne de colonisation...

Nous n'étonnerons donc personne en classant la Société générale pour le développement de Casablanca parmi les grandes sociétés marocaines dont on parlera dans l'avenir. Son bilan, que nous publierons en mai, le prouvera aisément.

1920 (décembre) : participation dans la
Société d'études marocaines
pour le commerce, l'industrie, l'agriculture et les mines (SENCIAM)

En l'honneur du maréchal Lyautey
(*Les Annales coloniales*, 23 février 1922)

Hier mercredi a eu lieu au « Vignon » le déjeuner offert par les *Annales coloniales* au maréchal Lyautey, résident général de France au Maroc.

.....
Sautter, président de la Société générale pour le développement de Casablanca

AEC 1922-574 — Sté générale pour le développement de Casablanca, 18, rue de la Pépinière, PARIS (8^e).

Capital. — Sté an. f. en 1913. 5 millions de fr. en 10.000 act. de 500 fr. ent. lib. —
Divid. : 1920, 106 fr. 58.

Objet. — Opérations mob., immob., financières, lotissement de terrains situés entre la future gare et le port de Casablanca.

Conseil. — MM. R[oaoul] Sautter, présid. ; R[ené] Fould, v.-présid. ; M[aurice] Piot [Banque comm. Maroc], adm. dél. ; Dr Bandelac de Pariente, V[ictor] Berti [Banque comm. Maroc], L[ouis] Blocq, X[avier] de Boysson [contrôleur général des armées CR] [1851-1927], E[ugène] de la Brosse, R[oaoul] [Girard] de Charbonnière ¹², J[ean] Delpech, R[ené] Gaston-Dreyfus, Horace Guérard, Guy Lepel-Cointet ¹³, A[lfred] Massenot, A[rthur] [Espivent] de la Villeboisnet, admin.

1922 (juin) : participation dans
Société d'électricité de Marrakech,

¹² Baron Léon Raoul Girard de Charbonnière (Brignolles, 1879-Paris, 1950) : licencié en droit, secrétaire du directeur des finances de l'Exposition universelle de 1900, employé à la Banque de France, directeur de Compagnie française d'études et entreprises coloniales, son représentant à la Société générale pour le développement de Casablanca, vice-président de l'Exposition coloniale de Marseille, puis sous-directeur et directeur de la Banque nationale de crédit, administrateur de l'Énergie industrielle (1926, réélu en 1943) et de la BNCI (suite de la BNC). Officier de la Légion d'honneur (1937).

¹³ Guy Lepel-Cointet (1884-1954) : issu d'une dynastie d'agents de change parisiens. Fils d'André et d'une Dlle Ouzille, de Lorient (sœur d'un administrateur de Saupiquet). Marié à Jeanne-Marie-Fernande Varanguien de Villepin. Dont Éric (en religion), Marc (mpf 1940-1945), marié à Marie-Thérèse de Casamajor ; Monique (ctesse Ogier de Lesseps) ; et Gilbert, administrateur du Crédit électrique et gazier.

Associé d'agent de change. Administrateur de la Compagnie de Constructions Modernes au Maroc et de la Société Immobilière de Casablanca (1914) ; de la Société agricole du Maroc ; de la Compagnie chérifienne de colonisation (1920) ; de l'Afrique minière équatoriale et des Carrières et Matériaux de Nécy (1921) ; des Mines d'antracite de Saint-Agnès (Isère). Partie prenante dans la Société de gérance des naphthes de Bakou (octobre 1925), destinée à exploiter certains actifs de la doyenne des sociétés pétrolières russes. Administrateur des Fruits coloniaux (1930).

Société d'électricité de Mazagan,
Société d'électricité de Safi

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE POUR LE DEVELOPPEMENT DE CASABLANCA
S.A. frse au capital de 5 MF.
Siège social : PARIS, 18, rue de la Pépinière
Registre du commerce : Seine : n° 447.347
(Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie,
Annuaire des valeurs de l'Afrique du Nord, 1926-1927, p. 575)

Conseil d'administration
composé de 7 à 15 membres, nommés pour 6 ans, propriétaires de 25 actions.

SAUTTER (Raoul), 65, r. du Rocher, Paris, pdt ;
FOULD (René), 62, av. Malakoff, Paris, v.-pdt ;
PIOT (Maurice), 24, bd de la Tour-Maubourg, Paris, adm. délégué ;
BANDELAC DE PARIENTE (Alberto), 10, sq. Moncey, Paris ;
BERTI (Victor), 27, bd Raspail, Paris ;
BLOCC (Louis), 2, r. de Tournon, Paris ;
LA BROSSE (Eugène de), château des Dervallières, Nantes ;
CHARBONNIÈRE (Raoul de), 57, r. Scheffer, Paris ;
DELPECH (Jean), 148, bd Malesherbes, Paris ;
GASTON-DREYFUS (René), 13, r. Lafayette, Paris ;
LEPEL-COINTET (Guy), 3, r. Meissonnier, Paris ;
MASSENET (Alfred), 27 b, quai d'Orsay, Paris ;
ROUDY (Athanas)[sic : *Anathase*][BPPB], 9, r. Franklin, Paris ;
VALLOMBROSA (de), 14, pl. Vendôme, Paris.

Commissaires aux comptes
BLOCH (André), 142, bd St-Germain, Paris ;
MAUD'HUY (Charles de), 9, r. Dupont-des-Loges, Paris.

BANQUE FRANÇAISE DU MAROC
(*Le Temps*, 9 juin 1929)

.....
Les participations financières de la banque (Électricité de Mazagan, Électricité de Safi,
Électricité de Marrakech, Société pour le développement de Casablanca, etc.), ont
donné des résultats en notable accroissement.
.....

(*Les Annales coloniales*, 19 décembre 1929)

On projetterait l'introduction sur le marché des act. Société générale pour le
développement de Casablanca.

BANQUE FRANÇAISE DU MAROC
(*Le Temps*, 28 avril 1930)

.....
Le rapport souligne ensuite la bonne situation des diverses affaires marocaines dans lesquelles la société est intéressée, et notamment de la Société générale pour le développement de Casablanca et de la Société d'électricité de Marrakech.

Assemblées
(*Les Annales coloniales*, 3 février 1931)

Sté Gale pour le développement de Casablanca, Ord. 23 février (11 *bis*, boul. Haussmann, 14 h. 30).

Soc. agricole du Maroc. Ord. 21 février (11 *bis*, boul. Haussmann 10 h.).

Soc. immobilière de Casablanca. Ord. 20 février (11 *bis*, boul. Haussmann, 15 h.).

GÉNÉRALE POUR LE DEVELOPPEMENT DE CASABLANCA
Absorption de la [Société agricole du Maroc](#)
(*Le Journal des débats*, 10 février 1931)

Une assemblée extraordinaire est convoquée pour le 23 février à l'effet de porter le capital de 5 millions à 7.750.000 francs, par émission d'actions d'apport qui seraient remises à la Société agricole du Maroc en rémunération de l'apport de son actif, ainsi que d'autoriser le conseil à augmenter le capital jusqu'à 15 millions, de francs, soit par souscription en espèces, soit par création d'actions d'apport. [...]

GÉNÉRALE POUR LE DEVELOPPEMENT DE CASABLANCA
Absorption [Société immobilière de Casablanca](#)
(*L'Information financière, économique et politique*, 11 février 1931, p. 4, col. 6)

Société générale pour le développement de Casablanca (Soblanca)
(*La Journée industrielle*, 11 avril 1931)

Capital porté de 5 millions à 7.750.000 fr., par l'émission, au pair, de 5.500 actions de 600 francs.

1932 : absorption de la Banque française du Maroc
par la [Compagnie asiatique et africaine](#).

Société générale pour le développement de Casablanca (Soblanca)
(*La Journée industrielle*, 15 février 1936)

Siège transféré du 13 au 11, rue La-Fayette, à Paris.

AEC 1937/848 — Société générale pour le développement de Casablanca (SOBLANCA),

11, rue Lafayette, PARIS (9^e).

Tél. :Trinité 03-63. — Télég. : Soagroc-Paris. — © : A. Z. — R. C. 44.347.

Capital. — Société anon., fondée en 1913, 7.750.000 fr. en 15.500 actions de 500 fr. libérées. — Parts : 3.000.

Dividendes : actions : 1930, 60 fr. 10 ; 1931, 60 fr. 01 ; 1932, 50 fr. ; 1933, 49 fr. 04 ; 1934, 38 fr. 37 ; 1935, 35 fr. — Parts : 1930, 58 fr. 05 ; 1931, 71 fr. 47 ; 1932, 52 fr. 32 ; 1933, 65 fr. 73 ; 1934, 42 fr. 65 ; 1935, 39 fr. 05.

Objet. — Opérations immobilières, financières, industrielles, commerciales au Maroc ; grand lotissement de terrains à Casablanca, entre la gare et le port. — Agence à Casablanca.

Conseil. — MM. R. Fould, présid. ; M. R. Gaston-Dreyfus, et M. J. Hassau, vice-présid. ; J. C. Hornung, admin. délégué ; V. Berti, E. Bonnet, R. de Charbonnière, J. Delpech, J. Orcel ¹⁴, A. Roudy, de Vallombrosa, Société chérifienne de participations, administrateurs.

CASABLANCA

Le général Noguès inaugure le nouvel hôtel
de la Banque d'État du Maroc
(*Le Petit Marocain*, 17 octobre 1937)

Dans le hall de la banque se trouvaient tous les invités de la direction de la B.E.M., parmi lesquels nous avons noté :

M. Zighera, directeur de la Société générale pour le développement de Casablanca.

La Société générale pour le développement de Casablanca
(selon Augustin Hamon,
Les Maîtres de la France, t. 3, Éditions sociales internationales, 1938).

Cette société bancaire siège à Casablanca comme la Société de brasseries du Maroc, Son capital est de 75 millions. Son conseil d'administration a dans son sein MM. Anathase Roudy, René Fould, René Gaston-Dreyfus, Victor Berti, Edgar Bonnet, Raoul [247] de Charbonnière, Jean Delpech, déjà cités et deux autres personnages, le

¹⁴ Jacques Orcel (1884-1956) : ingénieur E.C.P., bras droit du banquier René Gaston-Dreyfus, administrateur délégué des Brasseries du Maroc. Voir [encadré](#).

duc de Vallombrosa ¹⁵ et M. Jacques Orcel ¹⁶. Ce dernier est un représentant du Crédit lyonnais, dont il fut l'employé.

La liste ci-dessus montre que la Société générale pour le développement de Casablanca est complètement sous le contrôle de groupes financiers métropolitains.

ARYANISATION

COMMISSARIAT GÉNÉRAL AUX QUESTIONS JUIVES NOMINATION D'ADMINISTRATEURS PROVISOIRES (JOEF, 10 janvier 1943)

Le commissaire général aux questions juives,

Vu l'article 1^{er} de la loi du 22 juillet 1941 relative aux entreprises, biens et valeurs appartenant aux Juifs,

Arrête :

Article unique. — Les entreprises suivantes, appartenant en tout ou en partie ou dirigées en tout ou en partie par des Juifs, sont pourvues des administrateurs provisoires si-dessous :

M. Aupied, 11, rue Auber, à Paris, pour l'entreprise Société générale pour le développement de Casablanca (Soblanca), 11, rue Lafayette, à Paris (pour prendre effet à la date du 27 décembre 1941).

.....

Fait à Paris, le 30 décembre 1942.
DARQUIER DE PELLEPOIX.

AEC 1951-924 — Société générale pour le développement de Casablanca (SOBLANCA), 11, rue Lafayette, PARIS (9^e),

Capital. — Société anon., fondée en 1913, 13.125.000 fr. en 13.125 actions de 1.000 fr. libérées, oblig. nomin. — Parts : 3.000.

Objet. — Opérations immobilières, financières, industrielles, commerciales au Maroc ; grand lotissement de terrains à Casablanca, entre la gare et le port. — Agence à Casablanca.

Conseil. — MM. J.-C. Hornung, présid.-dir. gén.

Participations : Société d'électricité de Marrakech, Société d'électricité de Mazagan

[Desfossés 1956 = 0]

[Desfossés, 1956/1729]

Compagnie asiatique et africaine : participation dans la Société générale pour le développement de Casablanca (SOBLANCA)

¹⁵ Le duc de Vallombrosa descend d'une famille noble aragonaise qui s'établit en Sardaigne, puis ensuite en France, où elle fut naturalisée. Le célèbre antisémite du siècle dernier, le marquis de Morès, était un fils du duc de Vallombrosa et de Mademoiselle de Perusse des Cars. Le duc actuel semble donc être un frère du marquis de Morès. Il est membre du Jockey-Club et de l'Union artistique. Il y a un comte Amédée de Vallombrosa, marié à une de Montebello, famille possesseur de châteaux.

¹⁶ Cet ingénieur de l'École centrale de Paris, promotion de 1908, est administrateur délégué des Brasseries du Maroc, du Comptoir français du Maroc, de la Compagnie industrielle des pétroles du Maroc.
